

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 JUILLET 2014

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 15 (14 à compter du point 4)

Pouvoir : 3 (4 à compter du point 2 et 5 à compter du point 4)

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel

PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Elisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, Conseillère Municipale déléguée ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, BOISBOURDIN Philippe, GUILBERT Sandrine, LESUEUR Frédéric, PALDACCI-UVERNET Antony, RNET-YAGUE Delphine, SILVA Alain.

Absents et excusés :

GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain)

LAMBERT Eliane (pouvoir à BERGEZ Danielle)

SCHLICHTER Danièle (pouvoir à UVERNET Gabriel)

ZAMORA Jean-Luc (pouvoir à DIETRICH WEISS Elisabeth)

LESUEUR Frédéric (pouvoir à RNET-YAGUE Delphine) à compter de la délibération n°4

Désignation du secrétaire de séance : Mme GUILBERT Sandrine

Lecture des décisions : aucune

Lecture du compte rendu : adopté avec observations :

Mme BERTHIAUX fait remarquer que ces observations au sein du compte rendu du 23/05/2014 ont été intégrées sans qu'il n'y ait d'organisation dans les propos rapportés.

Il lui est répondu que les observations ont été intégrées dans leur totalité et correspondent exactement à ce qu'elle a fourni par courriel.

M. le MAIRE rappelle que conformément à la jurisprudence, aucune mention n'est obligatoire quant au contenu du PV.

Ainsi, la mention des interventions des Conseillers Municipaux au cours de la séance et la retranscription du détail des débats sont facultatifs. Seule la mention « après en avoir délibéré, le Conseil Municipal » est nécessaire.

Désormais, pour toute demande de modifications, M. le MAIRE remercie les auteurs des demandes de les transmettre par écrit au secrétariat que ce soit par mail ou courrier avant le Conseil Municipal suivant, afin de retracer fidèlement la demande.

M. le MAIRE expose également que pour des raisons d'économies de papier et de frais postaux, il souhaite proposer à toutes et tous l'envoi des convocations ainsi que le compte rendu du Conseil Municipal précédent, uniquement par courriel, les documents seront imprimés en mairie.

La date d'envoi respecte bien entendu les délais légaux.

Il fera dès lors signer à toutes et tous par l'intermédiaire de ses services un document attestant de leur accord.

Mesdames GUILBERT, BERTHIAUX et M. SILVA :

Le groupe minoritaire souhaite un envoi par courrier simple car il peut y avoir parfois des difficultés avec l'opérateur téléphonique et que l'on ne consulte pas obligatoirement son ordinateur.

M. le MAIRE remercie le groupe minoritaire et prend bonne note de ce refus.

Le groupe majoritaire quant à lui procèdera désormais cependant selon cette nouvelle modalité.

M. le MAIRE retire le point 18 « Motion de soutien à l'action de l'Association des Maires de France pour alerter solennellement les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat » et indique qu'il n'y a plus lieu de délibérer car l'Assemblée Nationale a d'ores et déjà pris en compte la motion.

1. <u>REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SANS EMPRISE</u>

M. le MAIRE expose que par délibération précitée, le Conseil Municipal lui a confié par délégation le soin de fixer les tarifs de droit de voirie ce qui correspond également à l'occupation du domaine public sans emprise.

Considérant qu'il ressort de la jurisprudence récente que le Conseil Municipal ne peut pas exercer lui-même la dite compétence sans avoir préalablement délibéré de nouveau pour retirer la délégation au Maire, la délibération portée à l'ordre du jour est retirée.

M. SILVA indique qu'ils souhaitent seulement connaître la position du Maire et s'il entérine la position de concurrence déloyale.

M. le MAIRE lui répond par l'affirmative et qu'ainsi il fera comme il l'a toujours fait soit la gratuité du domaine public.

Arrivée de Mme BERGEZ Danielle à 18h20

2. <u>TARIFICATION TRANSPORT SCOLAIRE</u>
--

Lecture de la délibération par Mme TAXI.

Vu l'article L213-11 du Code de l'Education.

M. le MAIRE rappelle au Conseil Municipal que le Département a la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement du transport des élèves sur son territoire, il prend en charge les coûts de cette organisation.

La Commune se présente comme le relais local pour les élèves de collège et de lycée ou leur famille.

M. le MAIRE informe les membres de l'assemblée délibérante que le Conseil Général a décidé du montant forfaitaire maximum de la participation familiale soit 120€ par enfant ayant droit au transport public.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De porter la participation familiale au titre du transport scolaire à 120 € par enfant à compter de la rentrée 2014/2015.

Adopté à l'unanimité

<p>3. <u>DENONCIATION CONVENTION AVEC LA SOCIETE AMENAGEMENT FONCIER ET ETABLISSEMENT RURAL (S.A.F.E.R.)</u></p>

La Commune du Thoronet, par délibération en date du 14 juin 2006, a conclu une convention avec la S.A.F.E.R. en vue de maintenir et conforter l'agriculture et conserver un prix de vente des terres agricoles compatible avec la dite activité.

Dès lors, la S.A.F.E.R., titulaire d'un droit de préemption sur les zones agricoles et naturelles se charge de fournir les déclarations d'intention d'aliéner à la commune, cette dernière pouvant acquérir par son intermédiaire les dits terrains.

La commune n'a procédé à aucune acquisition et le coût de la Convention ne justifie donc pas la poursuite de ce contrat.

Dès lors M. le MAIRE propose de résilier la Convention.

M. le MAIRE expose que la Communauté de Communes Cœur du Var dans le cadre du schéma de cohérence territoriale (S.C.O.T.) a établi cette compétence et qu'il n'y a plus dès lors lieu que la Commune du Thoronet poursuive sa démarche.

Pour pouvoir préempter, il faut des projets structurants inscrits au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et arrêtés après enquête publique. Aujourd'hui il n'y a pas de projets tels que décrits. Lorsque la Commune préempte notamment pour éviter l'implantation de caravane en bord d'Argens, les propriétaires retirent leur offre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De résilier la convention d'intervention foncière établie auprès de la S.A.F.E.R..

ARTICLE SECOND : De charger M. le MAIRE de procéder à l'ensemble des démarches pour la mise en application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Départ de M. LESUEUR Frédéric à 18h45.

Suite aux demandes de plusieurs élus, M. le MAIRE précise pour les délibérations 4,5 et 6 qu'il s'agit de propositions de délibérations fournies par le Centre de Gestion 83.

<p><u>4. CREATION D'UN POSTE DE CONTRACTUEL A TEMPS COMPLET 35 HEURES HEBDOMADAIRES POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE</u></p>

Considérant que le bon fonctionnement des services de la mairie implique le recrutement d'un agent contractuel,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent d'agent polyvalent, pour accroissement temporaire d'activité rémunéré sur le grade d'Adjoint Administratif de 2^{ème} Classe 1^{er} échelon à temps complet à compter du 1^{er} août 2014 pour un an,

Considérant qu'il apparaît, indispensable de pourvoir à l'absence pour maladie d'un agent titulaire,

Considérant l'accroissement d'activité pour établissement et mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde,

Considérant qu'il s'agit d'un besoin temporaire et saisonnier,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le MAIRE à procéder au recrutement d'un agent non titulaire à temps complet pour faire face à un accroissement temporaire d'activité **à compter du 1^{er} Août 2014**, et ce pour une période d'un an.

ARTICLE SECOND : De rémunérer cet agent sur le grade d'Adjoint Administratif de 2^{ème} Classe 1^{er} échelon,

ARTICLE TROISIEME : D'inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi.

Adopté à l'unanimité

5. <u>CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2^{EME} CLASSE</u>
--

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

Considérant que par suite à l'avancement de grade par ancienneté, un agent déjà en poste au sein de la collectivité peut prétendre être nommé au poste d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe.

Considérant dès lors la nécessité de créer un emploi d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe, à temps complet, aux Services Techniques,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} septembre 2014, à temps complet.

ARTICLE SECOND : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} septembre 2014** :

FILIERE :	Technique
CADRE D'EMPLOI :	Adjoint Technique
GRADE :	Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} Classe
CATEGORIE :	C
TEMPS DE TRAVAIL	TEMPS COMPLET
ANCIEN EFFECTIF :	2
NOUVEL EFFECTIF :	3

ARTICLE TROISIEME : De charger M. le MAIRE de procéder au recrutement.

Adopté à l'unanimité

6. CREATION D'UN POSTE D'ATSEM PRINCIPAL DE 2^{ÈME} CLASSE

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

Considérant qu'un agent déjà en poste au sein de la collectivité peut prétendre à ce grade au regard de son évolution de carrière.

Considérant dès lors la nécessité de créer un emploi d'Agent Spécialisé Principal de 2^{ème} Classe des Ecoles Maternelles à temps complet à l'école Maternelle « Lucie Aubrac »,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste d'Agent Spécialisé Principal de 2^{ème} Classe des Ecoles Maternelles à compter du **1^{er} septembre 2014**, à temps complet.

ARTICLE SECOND : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} septembre 2014** :

FILIERE :	Médico Social
CADRE D'EMPLOI :	Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles
GRADE :	Agent Spécialisé Principal de 2 ^{ème} classe des Ecoles Maternelles
CATEGORIE :	C
TEMPS DE TRAVAIL	TEMPS COMPLET
ANCIEN EFFECTIF :	1
NOUVEL EFFECTIF :	2

ARTICLE TROISIEME : De charger M. le MAIRE de procéder au recrutement.

Adopté à l'unanimité

7. ADOPTION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal d'adopter le Tableau des effectifs détaillant le grade, l'emploi, le service d'affectation, le temps de travail en pourcentage et le statut des agents de la collectivité,

Considérant qu'il est prévu de réactualiser ce tableau annuellement pour suivre l'évolution qualitative et quantitative des effectifs,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le tableau des emplois permanents de la collectivité, établi à la date du 01/07/2014.

Adopté à l'unanimité

<p><u>8. SYMIELEC VAR ET ADOPTION DU TAUX MAXIMUM DE REVERSEMENT DE LA TAXE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE</u></p>

Vu l'article 45 de la Loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013,

Vu l'article L5212-24 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du SYMIELECVAR en date du 17 mars 2014 instaurant les nouvelles modalités de perception de la T.C.C.F.E. (taxe communale sur la consommation finale d'électricité),

Le Maire expose à l'assemblée :

- Que le SYMIELECVAR, autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité qui perçoit, contrôle et reverse la taxe pour le compte de 117 communes adhérentes.
- Que le législateur est venu modifier les modalités de reversement de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité, en fixant un plafond maximum de reversement égal à 50 % du montant total de taxe perçu sur le territoire de la commune.
- Que le SYMIELECVAR a décidé par délibération du 17 mars 2014 de fixer à son maximum le taux de reversement de la taxe soit : 50%.
- Qu'en l'absence de délibération concordante du Conseil Municipal avant le 1er octobre 2014, le SYMIELECVAR ne pourra pas reverser ladite taxe à compter du 1^{er} janvier 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le taux de maximum de reversement du SYMIELECVAR à 50% au profit de la commune.

Adopté à l'unanimité

9. SYMIELEC VAR ET REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC 2014 (TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE)

M. le MAIRE expose que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la Commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité n'avait pas été actualisé depuis un décret du 27 janvier 1956. L'action collective des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité, tels que le SYMIELECVAR auquel la Commune adhère, a permis la revalorisation de cette redevance.

M. le MAIRE donne connaissance au Conseil Municipal du décret n° 2002-409 du 26 mars 2002 portant modification des redevances pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

Il propose au Conseil :

- De calculer la redevance en prenant le seuil de la population totale de la Commune issu du recensement en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2014 ;
- De fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de valorisation définie au sein du décret visé ci-dessus et de l'indication du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ayant décidé de publier les indices et index BTP sous forme d'avis au Journal officiel de la République Française et non plus sous forme d'avis au bulletin officiel, soit un taux de revalorisation de 27,28 % applicable à la formule de calcul issu du décret précité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter la proposition qui lui est faite concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

Adopté à l'unanimité

M. le MAIRE, suite à la demande de M. SILVA s'est engagé à communiquer lors de la séance prochaine les montants des redevances s'agissant des délibérations 8 et 9.

10. COMMISSIONS COMMUNAUTE DE COMMUNES ET DESIGNATION DES MEMBRES

Vu le C.G.C.T. notamment ses articles L 2121-21, L 2121-22 et L 5211-40-1.

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Cœur du Var en date du 27/05/2014, 2014/53 ayant pour objet « Commissions thématiques et composition ».

M. le MAIRE expose que onze commissions communautaires ont été créées au sein de l'E.P.C.I. auquel appartient le Thoronet ; que dès lors conformément à la demande de Monsieur le Président, il convient de désigner les délégués de la Commune.

Il indique en outre, qu'aucune règle n'encadre la désignation de ces délégués qui peuvent être des Conseillers Municipaux (qu'ils soient Conseillers Communautaires ou non). Les Conseillers Communautaires minoritaires ont d'ores et déjà donné leurs choix.

Le vote s'établit par commission et un seul candidat se présente pour chacune de celles-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : Que sont désignés délégués et répartis au sein des Commissions Communautaires de la Communauté de Communes Cœur du Var, les Conseillers Municipaux comme suivants :

	Commissions	Nom-Prénom
1	Aménagement du territoire et transports	Philippe BOISBOURDIN
2	Préservation de l'environnement	Alain MARTIN
3	Développement économique	Odile TAXI
4	Solidarité	Danielle BERGEZ
5	Jeunesse et sports	Danièle SCHLICHTER
6	Tourisme et patrimoine	Annick PELLERIN
7	Finances	Serge BUISINE
8	Communication et N.T.I.C.	Elisabeth WEISS
9	Forêt et agriculture	Jean-Luc ZAMORA
10	Pôle technique	Alain MARTIN
11	Commission intercommunale d'accessibilité aux personnes handicapées.	Eliane LAMBERT

Adopté à l'unanimité

11. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE JUDO CLUB

Vu le budget primitif voté par l'Assemblée délibérante,

Considérant la délibération du Conseil Municipal du Thoronet du 23/05/2014 portant « vote des subventions au profit des associations ».

Mme PELLERIN, Adjointe au Maire déléguée aux associations, expose aux membres du Conseil Municipal que l'association Judo club Centre Var organise un stage de préparation physique ainsi qu'un stage de judo au Québec, du 10 au 27 Août 2014 prochain.

L'association sollicite le Conseil Municipal, pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour aider les six stagiaires thoronéens à financer leur voyage.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer au titre d'une subvention exceptionnelle, une aide supplémentaire de 500 € à l'association Judo club Centre Var au titre du séjour de perfectionnement de six judokas thoronéens au Québec.

Adopté à l'unanimité

12. <u>PRET RELAIS BUDGET ASSAINISSEMENT</u>

Vu le budget primitif d'assainissement,

Vu l'enveloppe budgétaire du Conseil Général pour soutenir l'action de la Commune du Thoronet soit une subvention de 120 000 €,

Considérant l'opération de réhabilitation de la station d'épuration de la Commune pour un montant prévisionnel de 208 080,50 € H.T.,

Considérant qu'il était prévu au sein du budget primitif un emprunt,

Considérant le montant de la dotation départementale,

Considérant dès lors que l'aide du Conseil Général du Var permet de ne pas avoir recours d'un tel financement,

Considérant cependant qu'il convient de payer les entreprises intervenantes sans pouvoir attendre le versement effectif de la dite subvention,

M. BUISINE, Premier Adjoint, propose la conclusion d'un prêt relais et informe que trois organismes bancaires ont été sollicités (la Caisse d'Epargne Côte d'Azur, le Crédit Agricole Provence Côte d'Azur et la banque postale).

M. BUISINE présente les différentes propositions et confirme à Mme BERTHIAUX qu'il s'agit du résultat des négociations entreprises avec les organismes bancaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De réaliser un emprunt relais d'un montant de 120 000 € dans l'attente du versement de la subvention du Conseil Général du Var.

ARTICLE SECOND : De retenir la proposition de l'organisme bancaire la mieux disante soit la Caisse D'épargne.

Prêteur :	La Caisse d'épargne
Objet :	Préfinancement en attente de versement de subventions
Durée du contrat en mois :	12 mois
Montant :	120 000 €
Frais de dossier :	480 €
Type d'emprunt :	Prêt relais
Taux du prêt relais :	1,99 %
Trimestrialité des intérêts :	597,00 €
Charges annuelles des intérêts :	2 388 €
Remboursement total du prêt :	122 388 €
Taux Effectif Global (TEG) :	2,39 %

Adopté à l'unanimité

13. DECISION MODIFICATIVE BUDGET ASSAINISSEMENT

M.BUISINE, Premier Adjoint, présente le projet de décision modificative du budget assainissement portant sur le montant du Reversement de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte.

En effet, le montant définitif est supérieur à l'estimatif de 731 €.

Il est proposé de diminuer la ligne de dépenses « titres annulés ».

M. BUISINE expose que cette redevance est transparente pour la Commune car la totalité des sommes perçues est reversée intégralement à l'Agence de l'eau qui en détermine le montant calculé sur l'année N-1.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De valider la décision modificative budget assainissement comme suivant :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-706129 : Reversement redevance pour modernisation des réseaux de collecte	0.00 €	731.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 014 : Atténuations de produits	0.00 €	731.00 €	0.00 €	0.00 €
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	731.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	731.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	731.00 €	731.00€	0.00 €	0.00 €

Adopté à l'unanimité

14. DECISION MODIFICATIVE BUDGET EAU

M. BUISINE, Premier Adjoint, présente le projet de décision modificative du budget eau portant sur le montant du reversement de la redevance pour pollution d'origine domestique.

En effet, le montant définitif est supérieur de 10 300 € au montant prévisionnel (établi sur la moyenne des trois dernières années).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De valider la décision modificative budget eau comme suivant :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-628 : Divers	10 300.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	10 300.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-701249 : Reversement redevance pour pollution d'origine domestique	0.00 €	10 300.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 014 : Atténuations de produits	0.00 €	10 300.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	10 300.00 €	10 300.00€	0.00 €	0.00 €

Adopté à l'unanimité

15. <u>MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 23/05/2014 « DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA STATION D'EPURATION ».</u>
--

M. le MAIRE expose au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de réaliser la réhabilitation de la station d'épuration communale.

Le montant estimatif révisé des travaux est de 191 210.50 € H.T, en outre, il convient de comptabiliser la mission de contrôle technique soit 4 600 € H.T, la mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (S.P.S) soit 770 € H.T et la maîtrise d'œuvre pour un montant de 11 500 € H.T.

Considérant la détermination de la participation départementale.

M. SILVA souhaite que l'on rappelle les raisons de l'augmentation du coût estimatif et souhaite visiter la station d'épuration.

M. MARTIN explique de nouveau que la station se compose de trois réservoirs et qu'il a fallu réaliser des travaux. Dans le décanteur-digester la canalisation d'aspiration a dû être remplacée ; dans le lit bactérien après avoir vidé, nous avons constaté que les poutrelles avaient un écart trop important et que la pouzzolane passait à travers et se déposait sur le radier. Ainsi, le nettoyage, le remplacement des poutrelles et le rajout de certaines sont des opérations supplémentaires, imprévisibles avant vidage.

M. le MAIRE expose que deux riverains se plaignent des odeurs nauséabondes causées par le bypass ; il a fait accélérer la remise en eau de ces bassins pour que cette gêne cesse au plus vite.

Il demande à M. MARTIN que la visite du site se réalise impérativement avant la remise en eau pour mieux se rendre compte.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De modifier la délibération en date du 23/05/2014 portant « Demande de subvention pour la station d'épuration ».

ARTICLE SECOND : De charger M. le MAIRE de réaliser les demandes de subventions pour les travaux d'investissement sur la station d'épuration auprès du Conseil Général et de l'Agence de l'Eau selon le tableau de répartition suivant :

ORGANISME FINANCEUR	SUBVENTIONS SOLLICITES
Conseil Général	120 000.00 €
Agence de l'Eau	20 808.00 €
Autofinancement de la Commune	67 272.50 €
TOTAL	208 080.50 €

Adopté à l'unanimité

16. TRANSFERT DE LA S.A.F.P.E.L. (SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER PROVENCE ET LANGUEDOC) AU PROFIT DE LA COMMUNE DE LA VOIRIE ET DES DIVERS RESEAUX ET ESPACES COMMUNS DU LOTISSEMENT LE CLOS DE LA PALETTE

Vu l'art R 315-7 code de la l'Urbanisme

Vu l'art R462-10 du code de l'Urbanisme

Vu le permis d'aménager n°083 136 08 B0002 du lotissement Le Clos de la Palette accordé le 23.02.2009,

Vu le permis modificatif n°083 136 08 B0002-1 accordé le 01.12.2009,

Vu l'attestation de non-contestation de la conformité délivrée le 21.05.2010 pour le dit-permis d'aménager n°083 136 08 B0002-1,

Vu la délibération en date du 15/06/2010,

Vu la demande de la S.A.F.P.E.L. en date du 11/06/2014,

M.MARTIN, Adjoint au Maire délégué aux travaux, expose au Conseil Municipal que la Société d'Aménagement Foncier Provence et Languedoc par l'intermédiaire de son cogérant Monsieur Philippe MEIGNAN, a manifesté sa volonté de transférer à la Commune tous les espaces communs, la voirie, les réseaux d'eaux (pluvial, potable, usée) du lotissement « le Clos de la Palette », et ce à titre gracieux.

Considérant l'intérêt qui s'attache à ce transfert de propriété,

M. MARTIN rappelle l'historique du lotissement.

La Commune reprend les réseaux et les routes tout comme elle le fit pour les lotissements des Terres Blanches et des Hauts de l'Abbaye. Il est envisagé de clôturer le bassin pluvial pour éviter tout risque de noyade d'un enfant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter le transfert proposé par la S.A.F.P.E.L. au profit de la Commune soit, pour l'euro symbolique: la voirie, les espaces communs, les réseaux d'eaux (pluvial, potable, usée) du lotissement Le Clos de la Palette ainsi que le bassin du pluvial.

ARTICLE SECOND : Que l'acte de cession sera dressé en la forme administrative.

ARTICLE TROISIEME : De charger M. le Premier Adjoint de représenter la Commune lors de la signature du dit acte.

Adopté à l'unanimité

<u>17. CONVENTION DE PARTENARIAT 2014 CINEMA ITINERANT AVEC LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT F.O.L. DU VAR</u>

Cinéma retiré car M. SILVA et Mme BERTHIAUX font remarquer, à juste titre, que le point a déjà été voté le 23/05/2014. L'agent administratif s'en excuse.

<u>INFORMATIONS DIVERSES</u>

M. le MAIRE :

- Lecture du courrier de Mme BRUN (Association école de musique la Coupo Santo) pour une demande révisée de subvention.
M. le MAIRE regrette que l'association disparaisse, il s'est engagé à remettre à l'ordre du jour l'attribution de la dite subvention si les membres de l'assemblée délibérante majoritaire le demandaient.

Après un tour de table, il apparaît que le Conseil Municipal ne souhaite pas que le point soit présenté lors d'une prochaine séance mais les locaux demeureront cependant à la disposition de l'association.

M. le MAIRE charge Mme PELLERIN, Adjointe aux associations, d'informer Mme BRUN de ce choix.

- Lecture courrier de M. le Sénateur, François TRUCY, approuvant la décision du Conseil Municipal s'agissant de la réforme des rythmes scolaires.
- Remerciements pour le repas des anciens.
- Lecture courrier de M. LANFRANCHI, Président du Conseil Général, portant sur la motion de soutien contre la suppression annoncée des départements.
- Remerciements de l'association Canal de Sainte Croix pour l'attribution d'une subvention.

- Le MAIRE et les Anciens Combattants ont fait le choix d'apposer un monument en mémoire des deux Guerres Mondiales, au départ de la Rue St Félix (depuis le boulevard du 17 Août 1944).

Mme PELLERIN :

Cinéma : Il y aura deux séances en plein air, le 17/07/2014 à 21h45 « Dragons 2 » et le 07/08/2014 à la même heure.

Mme TAXI :

Mme TAXI réalise un compte rendu de l'avancée du dossier des rythmes scolaires, confirmant que l'Inspection d'Académie n'a toujours pas répondu au vote de Conseil Municipal malgré la demande des services administratifs municipaux.

Ces derniers ont estimé le coût mais attendent la réponse de l'Association des Maires de France s'agissant de la qualification de l'accueil du mercredi après-midi.

Il est envisagé plusieurs solutions dont une gestion similaire à celle de la Maison des Jeunes c'est à dire par Marché Public.

D'ores et déjà le corps enseignant a décidé d'exercer 4,5 jours par semaine.

M. SILVA :

M. SILVA au nom du groupe minoritaire du Conseil Municipal émet une vive protestation dans la manière comme ont été présenté ses membres au sein de « le Thoronet chez vous ».

En effet, il n'apparaît ni leurs photos, ni leurs fonctions contrairement aux membres du groupe majoritaire de la municipalité.

Mme DIETRICH-WEISS expose qu'elle a sollicité les membres de la minorité pour obtenir leurs photos lors du dernier Conseil Municipal.

M. SILVA lui répond qu'il s'agissait de la photo pour le site internet de la Commune et non du journal municipal.

Mme DIETRICH-WEISS reconnaît qu'il s'agit d'une regrettable erreur et propose au prochain « le Thoronet chez vous » de leur octroyer une demi page avec erratum.

Mme BERTHIAUX juge ceci lamentable et scandaleux et souhaite recueillir l'avis de l'assemblée par un tour de table.

L'ensemble des membres du Conseil Municipal présents, dont la plupart ont découvert le document lors de la parution ou distribution dans leur boîte aux lettres, s'accordent pour dire qu'il s'agit d'une méprise et qu'ils n'ont rien contre le groupe minoritaire.

La difficulté d'établir en peu de temps ce type de revue est évoquée également. Si cela était fait exprès, les noms ne seraient même pas cités.

M. le MAIRE indique qu'il avait fait la remarque s'agissant de cette absence de photos mais que de par l'explication de l'absence de transmission par les membres du groupe minoritaire, il n'a pas cherché plus d'explications. Il s'en excuse et réitère la proposition d'erratum au prochain tirage.

M. SILVA fait en outre remarquer le titre « les rythmes scolaires, tous d'accord pour dire non » ne reflète pas le vote de la minorité qui n'apparaît pas.

Il souhaite en outre travailler de concert en bonne volonté et indique que cela ne peut qu'enrichir le débat.

M. le MAIRE indique que depuis son premier mandat à ce poste (1989), il a instauré des commissions qui la première année veulent tout faire puis s'essoufflent, d'où l'importance des Adjoints et des Conseillers Municipaux délégués.

Mme BERTHIAUX :

Mme BERTHIAUX demande si la Commune a assez bien pensé à développer la sécurité par rapport aux Nuits Blanches car jusqu'à cinq heures du matin, il y a eu des débordements sur le terrain privé après le cimetière, certainement des personnes en état d'ébriété, voire pire, qui prenaient le volant, et ce dans un grand vacarme.

M. le MAIRE répond que la sécurité dans l'enceinte de la manifestation a été assurée par l'association organisatrice et la Commune a établi un contrat avec vigils pour la Rue Grande et la place Louis Rainaud.

Assurer tout le territoire représenterait des sommes exorbitantes. La gendarmerie veille à cette mission.

En outre, M. le MAIRE dresse un premier bilan de la manifestation ; il y a eu 3 000 à 3 500 visiteurs, un peu moins que les années précédentes ce qui s'explique par le mauvais temps et la Coupe du Monde de football. Les commerçants sont tous ravis.

Mme DIETRICH-WEISS :

Rappel des festivités de l'été 2014.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h40.

La secrétaire de séance

Mme GUILBERT Sandrine